



SECTEUR SOCIO-EDUCATIF

Mais où va-t-il?



Les professions éducatives et sociales prennent une importance croissante dans notre société, mais souffrent d'un manque de reconnaissance de la part de l'Etat.

Sous l'intitulé "Le secteur socio-éducatif: ça bouge!", le WOXX organise, avec la radio socio-culturelle, un débat autour de ce secteur en émoi et d'une ministre accusée souvent de faire l'autruche en la matière.

Le secteur socio-éducatif est un secteur en pleine croissance. Il est déjà indispensable à notre société et gagnera sans doute encore en importance dans les années à venir. Selon des déclarations de la ministre de l'Education nationale, Anne Brasseur, on aurait ainsi besoin de plus de mille éducateur-trice-s et socio-pédagogues dans les dix prochaines années, rien que pour

subvenir aux nouveaux besoins scolaires et parascolaires. Et le secteur est bien plus vaste: foyers pour enfants, pour handicapé-e-s, ateliers thérapeutiques, maisons de jeunes ... La liste est longue et les problèmes qui se posent sont nombreux.

Depuis des années, le secteur socio-éducatif fait avant tout part de son mécontentement face aux ministères de tutelle. L'Etat ne reconnaît pas assez le rôle déterminant que les professions éducatives et sociales jouent dans notre société.

Contrat collectif en conflit

Actuellement, les conflits se concentrent principalement autour du nouveau contrat collectif, refusé majoritairement lors d'une récente consultation syndicale du personnel. Explications: Dans certains cas le ministère de tutelle est employeur direct. Dans d'autres, la majorité des cas, on applique le principe de subsidiarité avec des a.s.b.l. ou des fondations d'utilité publique ... Selon que l'on suit donc une carrière de fonctionnaire ou d'employé privé, les salaires sont, bien sûr, différents. Les syndicats revendiquent maintenant une progression salariale similaire dans les deux cas, en se basant sur le contrat collectif de 1998. Ce qui aurait pour conséquence une augmentation de salaire d'environ six pour cent en 2001 pour les employé-e-s privé-e-s du secteur. Difficile à payer sans aide financière pour bon nombre d'a.s.b.l. patronnes. Difficile à accepter pour l'Etat, qui ne veut pas assimiler les carrières privées et publiques.

A part les porte-monnaie, c'est aussi la mobilité professionnelle du secteur qui en souffre. On a moins d'avantages salariaux dans le volet privé du secteur, il est donc rare qu'un-e employé-e de l'Etat choisisse de tourner ses efforts vers une a.s.b.l. privée. De plus, l'ancienneté n'est reconnue qu'en partie lors d'une conversion de l'Etat vers le privé et inversement. On n'a donc que

peu d'intérêt à changer de place dans le secteur.

A cela s'ajoute, par exemple, qu'un-e éducateur-trice, qui a besoin d'un niveau d'études bac+1 pour travailler, est classée dans une carrière professionnelle correspondant à un niveau de cinq années d'études secondaires. Quant aux éducateur-trice-s gradué-e-s, ils/elles sont obligé-e-s de faire des études jusqu'au niveau bac+3 pour pouvoir porter ce titre, mais ne sont classé-e-s que dans une carrière salariale équivalant au niveau bac+0.

Et puis aussi: formation continue, possibilité de spécialisation en cours d'emploi, besoins futurs en infrastructures et services ... Impossible de faire un tour rapide de toutes les questions qui se posent dans ce secteur tellement diversifié. Du pain sur la planche pour les responsables politiques, donc principalement la ministre Marie-Josée Jacobs, qui se joindra jeudi prochain à notre débat.

Germain Kerschen

Débat:

"Le secteur socio-éducatif: ça bouge!"

avec Marie-Josée Jacobs, ministre de la Famille, Thierry Lutgen, président de l'APEG, Raoul Schaaf, secrétaire général du SEW, et Jean Schoos, administrateur délégué du "Jongenheem".

Jeudi, 31 mai, à 20.15 heures, au Foyer du Hall Victor Hugo, Luxembourg-Limpertsberg.

Die Lage in der Türkei

Wie tief steckt das Land in der Wirtschaftskrise? Welche Auswirkungen werden die IWF-Kredite haben? Welche Chancen haben die Hungerstreikenden, dass sich an den Verhältnissen wirklich etwas ändern wird? Darüber informiert nächste Woche unser Türkei-Dossier, mit Berichten aus Istanbul.

kommentar

Permis à points: Réserves ponctuelles

Les critiques du Conseil d'Etat sont justifiées. Mais elles ne doivent pas faire échouer le projet dans son intégralité.

La Sécurité Routière a toujours été, est et restera en faveur de l'introduction le plus rapidement possible d'un permis à points. Le projet de loi tel qu'élaboré par le gouvernement constitue un vrai permis à points. Il combine l'automatisme des peines, l'équité sociale et la non-discrimination des chauffeurs, qu'ils circulent en tant que professionnels ou privés.

Malheureusement, les réserves ponctuelles que la Sécurité Routière avait formulées à l'égard du projet se sont avérées justifiées. Ainsi le Conseil d'Etat, dans son récent avis, s'interroge sur la compatibilité du projet avec l'article 6 de la Convention européenne des droits de l'homme. La simple interrogation à ce sujet risque d'enlever au futur permis à points son caractère préventif, éducatif et surtout dissuasif. Or, il s'agit là de trois aspects de ce nouvel instrument autrement plus importants que la simple répression.

Dans son avis, le Conseil d'Etat critique également et de manière assez véhémement la formulation luxembourgeoise du délit de grande vitesse. L'on peut en effet redouter que le mode de calcul préconisé, s'il peut paraître équitable, ne soit quelque peu compliqué pour un automobiliste qui ferait mieux de se concentrer sur la route plutôt que de s'aventurer dans la résolution d'équations mathématiques.

La Sécurité Routière craint également que les peines destinées à sanctionner le délit de grande vitesse (peines maximales prévues: trois ans de prison, 15 ans de retrait du permis) ne soient trop sévères pour être mises en oeuvre d'une manière systématique. Or, remplacer la fréquence des contrôles par l'exemplarité de la peine serait une approche qui mènerait à un abandon de la politique de prévention.

Mais ces réserves ponctuelles ne devraient pas fournir un prétexte pour faire échouer le projet de loi sur le permis à points.

Paul Hammelmann est président de la Sécurité Routière.

kommentar

Lénks leie gelooss?

Ihre umfassende gesellschaftliche Gleichstellung fordern Lesben und Schwule anlässlich des Gay Mat und Junckers Rede zur Lage der Nation.

De PaCS a Frankräich, "Eingetragene Lebenspartnerschaften" an Däitschland, d'Bestiednes an d'Adoptioun an Holland a vläicht geschwënn an der Belsch, souguer eng Aart PaCS a Portugal: Wéi laang gin di homosexuell Koppelen zu Lëtzebuerg nach ... lénks leie gelooss?" - so lautet die Frage, welche die beiden Vereinigungen Rosa Lëtzebuerg a.s.b.l. und Rosa Lila a.s.b.l. anlässlich des 3. GAY MAT aufwerfen, welches am kommenden Samstag auf dem Place d'Armes stattfindet. Nach der rezenten Ankündigung von Premierminister Jean-Claude Juncker für eine gesetzliche Regelung nicht-ehelicher und damit auch gleichgeschlechtlicher Partnerschaften im Rahmen seiner Erklärung zur Lage der Nation steht die schwul-lesbische Bevölkerung Luxemburgs vor einer entscheidenden Phase. Denn immerhin muss sich in den kommenden Monaten zeigen, ob Luxemburg bei der gesetzlichen Anerkennung gleichgeschlechtlicher Paare einen eher minimalistischen Weg einschlägt oder aber versucht wird, endlich mit ALLEN Diskriminierungen aufzuräumen. So geht es denn der schwul-lesbischen Szene nicht etwa nur um finanzielle Fragen wie Erbschaftssteuer oder gemeinsame Schulden, sondern vor allem um menschliche Probleme wie die Forderung nach einer Aufenthalts- und Arbeitsgenehmigung für homosexuelle Partner aus Nicht-EU-Ländern oder die Frage nach dem Sorgerecht für Kinder, welche von einem homosexuellen Paar aufgezogen werden (sprich Kinder aus einer früheren heterosexuellen Beziehung eines der beiden Partner), wenn der natürliche Elternteil stirbt.

Im Sinne einer effektiven Gleichbehandlung homo- und heterosexueller Paare und letztlich auch einer symbolischen Anerkennung aller homosexuellen Mitbürger kann im Endeffekt nur der mutige Schritt zur Öffnung der Ehe für gleichgeschlechtliche Paare (wie in den Niederlanden und voraussichtlich schon ab 2002 auch in Belgien) und damit einhergehend auch das Recht auf Adoption mit der derzeitigen Zwei-Klassen-Gesellschaft aufräumen! Diese besteht darin, dass Heteros zumindest die Wahl haben, ob sie heiraten wollen oder nicht, während Homos sich möglicherweise mit einer halbherzigen Alternativlösung zufrieden geben müssten.

Patrick Weber ist Präsident von Rosa Lëtzebuerg a.s.b.l.



WOXX - déi aner wochenzeitung / l'autre hebdomadaire, früher: Gréngespuun - wochenzeitung fir eng ekologesch a sozial alternativ - gegründet 1988 - erscheint jeden Freitag • Herausgeberin: Gréngespuun soc. coop. • Redaktion: Robert Garcia, Léa Graf, Richard Graf, Germain Kerschen, Raymond Klein, Ines Kurschat, Muriel Prieur, Bibine Schulze, Armand Turpel, Renée Wagener, Danièle Weber • Karikaturen: Guy W. Stoops • Fotos: Christian Mosar • Verwalter: Monique Ludovicy • Bürozeiten: Mo - Fr 9 bis 12 und 13 bis 16 Uhr. Unterzeichnete Artikel geben nicht unbedingt die Meinung der Redaktion wieder. Die Redaktion behält sich Kürzungen vor. • Druck: Imprimerie COPE, Luxembourg • Einzelpreis: 60,- LUF / 1,49 Euros • Abonnements: 52 Nummern kosten 2.400,- LUF (Ausland) zzgl. 900,- LUF; StudentInnen und Erwerbslose erhalten eine Ermäßigung von 1.000 LUF • Postscheckkonto: CCPL 102654-28 (Neu-Abos bitte mit dem Vermerk "Neu-Abo", ansonsten Abo-Nummer angeben, falls zur Hand) • Anzeigen: Espace Régie Luxembourg s.a. - Tel.: 26 25 75 -1 Fax: 26 25 75-75 • Recherchefonds: Spenden zur Unterstützung des weiteren Ausbaus des Projektes auf das Konto CCPL 24495-51 der "Solidarité mam Gréngespuun asbl" sind stets erwünscht. Bitte keine Abo-Gelder auf dieses Konto. • Post-Anschrift: WOXX, b.p. 684, L-2016 Luxembourg • Büros: 51, Av. de la Liberté (2. Stock), Luxembourg • E-mail: woxx@woxx.lu • Site: www.woxx.lu • Tel.: (00-352) 29 79 99-0 • Fax: 29 79 79